

i

La liberté religieuse dans le monde: un droit menacé

RTSreligion

Par RTS - Religion

Carole Pirker

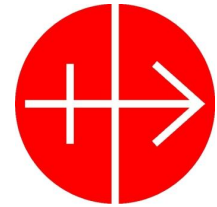
22 avril 2021

La Chronique

Le droit d'adhérer et de pratiquer librement une religion est de plus en plus menacé. C'est ce qu'affirme dans son dernier rapport l'ONG catholique Aide à l'Eglise en détresse.

Sur les 196 pays dont l'Aide à l'Eglise en détresse examine tous les deux ans la situation, l'ONG pointe des violations notoires de la liberté religieuse dans 62 pays, soit un pays sur trois, contre un sur cinq il y a deux ans. Au total, plus de 5 milliards de personnes vivent dans un pays où la liberté religieuse est souvent bafouée.

Dans ce nouveau rapport, 26 pays sont concernés par des persécutions religieuses extrêmes: assassinats, massacres de masse, déportations, conversions ou mariages forcés. Douze d'entre eux sont en Afrique. On pense



au Burkina Faso, au Cameroun, à l'Erythrée, au Mozambique, au Nigeria, ou au Niger. Deux sont en Asie: la Chine et la Birmanie où des enquêtes sur d'éventuels génocides à l'encontre de la minorité musulmane des Ouïghours et des Rohingyas sont en cours.

Le viol comme arme

Une arme redoutable est utilisée contre les minorités religieuses, celle des violences sexuelles, dont le nombre est en augmentation. Des crimes contre les filles et les femmes enlevées, violées et obligées à une conversion forcée, ont en effet été enregistrés dans un nombre croissant de pays.

Ces actions, souvent commises en toute impunité, alimentent les craintes qu'elles ne fassent partie d'une stratégie fondamentaliste visant à hâter la disparition de certains groupes religieux à long terme, selon l'ONG catholique.

Une régression de la liberté religieuse

Trois facteurs contribuent à cette régression de la liberté religieuse, selon l'ONG. D'abord, la menace djihadiste, le terrorisme islamiste continue en effet son expansion en Afrique, en particulier dans la région du Sahel, mais aussi sur l'axe qui s'étend du Mali au Mozambique et jusqu'aux Comores et aux Philippines.

On assiste, par ailleurs, dans des pays à majorité hindoue ou bouddhiste comme l'Inde ou le Sri Lanka à une intensification des nationalismes confessionnels populistes qui devient une cause majeure de discriminations envers les minorités religieuses, réduites au statut de citoyens de seconde zone. Enfin, et c'est nouveau, cette régression de la liberté religieuse est exacerbée par la pandémie de coronavirus et touche surtout les minorités religieuses. Accusées de tous les maux, elles subissent une discrimination accrue, par exemple sous la forme d'un refus d'accès à l'aide alimentaire et médicale. C'est le cas des chrétiens au Pakistan ou encore des chrétiens et des musulmans en Inde.